

57792-2026 - Competition

France – Engineering studies – Diagnostics dans le cadre des transactions immobilières, diagnostics réglementaires avant travaux ou démolition et expertise technique et juridique sur immeubles non bâtis et bâtis (mission de Survey) pour le compte de l'EPFIF pour les départements du 75, 78, 92 et 95

OJ S 18/2026 27/01/2026

Contract or concession notice – standard regime

Services

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Email: service-marches@epfif.fr

Legal type of the buyer: Body governed by public law, controlled by a central government authority

Activity of the contracting authority: Housing and community amenities

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Diagnostics dans le cadre des transactions immobilières, diagnostics réglementaires avant travaux ou démolition et expertise technique et juridique sur immeubles non bâtis et bâtis (mission de Survey) pour le compte de l'EPFIF pour les départements du 75, 78, 92 et 95
Description: Conformément à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, la présente consultation fait l'objet d'une procédure formalisée en raison du motif suivant : - La valeur estimée du besoin est supérieure aux seuils européens. La procédure formalisée appliquée est la suivante : procédure d'appel d'offres ouvert définie aux articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du code de la commande publique. La procédure fait l'objet d'une publication au bulletin officiel des annonces des marchés publics (BOAMP) et au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE), en application des dispositions des articles R. 2131-16 et -17 du Code de la commande publique. La nature des marchés publics est la suivante : marché de service au sens de l'article L. 1111-4 du code de la commande publique. Sauf stipulations contraires mentionnées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières, les marchés publics sont soumis aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics suivants : marchés publics de prestations intellectuelles.

Procedure identifier: 2b07270e-bd73-4809-93f0-9257352a9fa7

Internal identifier: DT202601

Type of procedure: Open

The procedure is accelerated: no

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 71335000 Engineering studies

Additional classification (cpv): 71356000 Technical services, 71600000 Technical testing, analysis and consultancy services, 71631300 Technical building-inspection services

2.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Additional information: Départements du 75, 78, 92 et 95.

2.1.4. General information

Legal basis:

Directive 2014/24/EU

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Notice

Purely national exclusion grounds:

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: Diagnostics dans le cadre des transactions immobilières, diagnostics réglementaires avant travaux ou démolition et expertise technique et juridique sur immeubles non bâtis et bâtis (mission de Survey) pour le compte de l'EPFIF pour les départements du 75, 78, 92 et 95
Description: L'objet des marchés publics est le suivant : Missions de diagnostics dans le cadre des transactions immobilières, diagnostics réglementaires avant travaux ou démolition et expertise technique et juridique sur immeubles non bâtis et bâtis (mission de Survey) pour le compte de l'EPFIF pour les départements du 75, 78, 92 et 95. Les prestations objet des présents marchés seront exécutées selon les conditions et selon les modalités prévues aux C. C.T.P et au C.C.A.P. Conformément aux articles L2125-1 et R2191-17 et suivants du Code de la commande publique, la présente consultation concerne la mise en place d'un accord-cadre « multi-attributaire (3 opérateurs économiques maximum) » à bons de commande. L'accord-cadre est traité à prix unitaires (article R2112-6 1°), sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R2162-1 et suivants d'une part, et R2162-13-14 d'autre part. En application de l'article R2112-6-1° du Code de la commande publique, les prix sont unitaires. Cet accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions suivantes : - Avec des montants minimaux différenciés dégressifs par attributaire ; - Avec un montant maximal de 700 000,00 Euros HT pour toute la durée du marché et commun à tous les attributaires. L'opérateur économique classé en 1ère position dans le cadre de la passation du marché se verra confier un volume financier minimum de commandes de 70 000 Euros HT pour toute la durée du marché ; L'opérateur économique classé en 2ème position dans le cadre de la passation du marché se verra confier un volume financier minimum de commandes de 42 000 Euros HT pour toute la durée du marché ; L'opérateur économique classé en 3ème position dans le cadre de la passation du marché se verra confier un volume financier minimum de commandes de 28 000 Euros HT pour toute la durée du marché ; Les prestations seront exécutées selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les bons de commande préciseront notamment la nature de la prestation à exécuter, le délai d'exécution et le lieu d'exécution.

Internal identifier: DT202601

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 71335000 Engineering studies

Additional classification (cpv): 71356000 Technical services, 71600000 Technical testing, analysis and consultancy services, 71631300 Technical building-inspection services

5.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Additional information: Départements du 75, 78, 92 et 95.

5.1.3. Estimated duration

Duration: 26 Months

5.1.5. Value

Maximum value of the framework agreement: 700 000,00 EUR

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

This procurement is also suitable for small and medium-sized enterprises (SMEs): yes

Additional information: MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISE : Le dossier de consultation pourra être retiré gratuitement par les candidats

par voie dématérialisée à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

(Mot clef DT202601). MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION : Cf. article 4.3 du Règlement de Consultation (RC). Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard le 23 février 2026, des modifications de détails au dossier de consultation. Les

candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de quelque réclamation à ce sujet. Le délai ci-dessus fixé sera décompté à partir de la date

de mise en ligne des documents modifiés. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES EN

COURS DE CONSULTATION : Cf. article 6 du RC. Pour obtenir tous les renseignements

complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront

faire parvenir une demande écrite sur la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE). Pour

permettre au pouvoir adjudicateur de formuler une réponse en temps utile, la demande devra

parvenir au plus tard le 19 février 2026 à 12h00. Les demandes jugées tardives n'engagent

pas le pouvoir adjudicateur et ne peuvent avoir de conséquence sur la validité de la

procédure. SOUMISSIONNAIRES APPARTENANT A UN MEME GROUPE : Les

soumissionnaires appartenant à un même groupe et souhaitant remettre des offres séparées,

doivent transmettre les éléments suivants : - Une déclaration indiquant leurs liens, - Un

organigramme du groupe de sociétés auxquels ils appartiennent avec les informations jugées

utiles en fonction du secteur d'activité considéré (niveau de participation financière, structure

décisionnelle etc.). Ces éléments permettront au pouvoir adjudicateur de déterminer si les

soumissionnaires sont autonomes et indépendants. PRESENTATION DES CANDIDATURES

: Cf. PARTIE III du RC. Les candidats peuvent présenter leur candidature sous les formes

suivantes : - Candidature sous la forme individuelle. - Candidature sous forme de groupement

(solidaire ou conjoint). Toutefois, en application de l'article R. 2142-21-1° du code de la

commande publique, le présent règlement de consultation interdit aux candidats de présenter

pour le marché public visé par la présente consultation plusieurs candidatures en agissant à la

fois : - En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

DOCUMENTS A PRODUIRE POUR LA CANDIDATURE : Cf. Article 15.2 du RC.

Conformément à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique, tout candidat à la

présente consultation doit produire à l'appui de sa candidature les documents suivants : - Une

déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion au

marché public ; - Déclaration de Candidatures (DECA), ou le DUME, ou les formulaires DC1 et

DC2 présentant les éléments suivants : o Capacités financières : - Déclaration sur le chiffre

d'affaires des trois dernières années ; - Part du chiffre d'affaires concernant les services objet du marché ; - Attestation d'assurance Responsabilité civile professionnelle avec indication de la Couverture d'assurance. o Capacités humaines et matérielles : - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; - La liste des moyens matériels disponibles permettant d'attester des capacités du soumissionnaire à réaliser les prestations du marché. o Capacités professionnelles : - Les références : Les candidats devront présenter au minimum 5 références dans le domaine du marché, au cours de 5 dernières années. Les références seront présentées sous la forme d'une fiche descriptive de synthèse (1 page) qui indiquera à minima les éléments suivants : . Le montant, . La date, . Le destinataire public ou privé. Si les candidats ne disposent pas de références ou de peu de références, ils devront prouver par tout moyen qu'ils possèdent la capacité à exécuter le marché (capacités techniques, professionnelles, certifications...). - Les qualifications : • Certification avec mention dans le domaine amiante prévue par l'arrêté de janvier 2020 pris en application des articles R.271-1 du code de la construction et de l'habitation et R.1334-23 du code de la santé publique pour le chef de chantier ou le chef d'équipe ; • Certification dans le domaine de l'amiante conformément à l'Arrêté du 24 décembre 2021, qui vient remplacer l'arrêté du 2 juillet 2018 annulé au 1er janvier 2022 par le conseil d'état définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification ; • Attestation de compétences individuelle encadrement technique et opérateur sous-section 4 Les éventuels co-traitant(s) et/ou sous-traitant(s) doivent justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières et de leurs références. Ils doivent donc produire les mêmes documents que ceux qui sont exigés du candidat en ce qui concerne les pièces de la candidature. En outre, en cas de sous-traitance, le candidat doit fournir une déclaration de sous-traitance (DC4) (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment complétée et signée. DOCUMENTS A PRODUIRE POUR L'OFFRE : Cf. Article 17.1.2 du RC.

5.1.7. Strategic procurement

Approach to reducing environmental impacts: Pollution prevention and control
Social objective promoted: Employment opportunities for the long-term unemployed, disadvantaged and/or for persons with disabilities

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Procurement Document

5.1.10. Award criteria

Criterion:

Type: Quality

Description: Critère 1 – Le mémoire technique, noté sur 50 points, et réparti comme suit : - Sous-critère 1 : La compréhension des enjeux du marché par rapport aux prescriptions du CCTP : notée sur 13,5 points, - Sous-critère 2 : Modalités d'intervention et Fourniture de rapports : notées sur 9 points, - Sous-critère 3 : modalités de validation des dossiers, remise des rapports et tableau de suivi : notées sur 10 points, - Sous-critère 4 : Conseils, analyse du risque : notés sur 1,5 points, - Sous-critère 5 : Moyens techniques dans le cadre de l'expertise technique : notés sur 5 points, - Sous-critère 6 : mission de Survey dans immeubles bâtis : notée sur 2 points, - Sous-critère 7 : La présentation de l'équipe en charge de la réalisation de la mission avec un organigramme, les CV des intervenants : notée sur 7 points, - Sous critère 8 : Les moyens matériels disponibles : notés sur 2 points.

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 50

Criterion:

Type: Price

Description: Critère 2 - Le prix, au regard du DQE valant BPU, noté sur 50 points.

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 50

5.1.11. Procurement documents

Languages in which the procurement documents are officially available: French

Address of the procurement documents: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12. Terms of procurement**Terms of submission:**

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Variants: Not allowed

Deadline for receipt of tenders: 03/03/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Duration during which the tender must remain valid: 180 Days

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

A non-disclosure agreement is required: no

Electronic invoicing: Required

Electronic ordering will be used: no

Electronic payment will be used: no

Financial arrangement: MODALITES FINANCIERES : Le règlement des dépenses se fera par virement à 30 jours. Les prix sont révisables. Les modalités sont détaillées dans le CCAP. Le titulaire pourra présenter des demandes de paiement dans les conditions fixées au CCAP. Le titulaire pourra bénéficier d'une avance versée dans les conditions fixées au CCAP.

Financement du marché : Budget de fonctionnement sur fonds propres.

5.1.15. Techniques**Framework agreement:**

Framework agreement, without reopening of competition

Maximum number of participants: 3

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Review organisation: Tribunal Administratif de Paris

Information about review deadlines: En vertu des dispositions du Code de la justice administrative (L.551-1 et suivants), le candidat dispose d'un délai de 11 jours calendaires à compter de la date d'envoi de la notification de la décision de rejet pour exercer un référé précontractuel devant le tribunal administratif susmentionné ci-avant. En vertu des dispositions du Code de justice administrative (L.551-13 et suivants), le candidat dispose d'un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution pour exercer un référé contractuel devant le tribunal administratif susmentionnée ci-avant. En vertu des dispositions du Code de la justice administrative (L.211-4 et R.421-4 à R.421-5), le candidat dispose d'un délai de 2 mois à compter du jour de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées pour

exercer un recours contentieux devant le tribunal administratif susmentionné ci-avant. Ce recours peut être assorti, le cas échéant, d'un référé-suspension exercé dans les conditions mentionnées à l'article L.521-1 du Code de justice administrative.

Organisation providing additional information about the procurement procedure:

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Organisation providing offline access to the procurement documents: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Organisation receiving requests to participate: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Organisation processing tenders: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Registration number: 49512000800026

Postal address: 4-14 rue Ferrus

Town: PARIS

Postcode: 75014

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Contact point: Direction des Achats Publics et des Moyens Généraux

Email: service-marches@epfif.fr

Telephone: 0140789090

Internet address: <https://www.epfif.fr>

Information exchange endpoint (URL): <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Buyer profile: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Roles of this organisation:

Buyer

Organisation providing additional information about the procurement procedure

Organisation providing offline access to the procurement documents

Organisation receiving requests to participate

Organisation processing tenders

8.1. ORG-0002

Official name: Tribunal Administratif de Paris

Registration number: 17750005500013

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris Cedex 04

Postcode: 75181

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Email: greffe.ta-paris@juradm.fr

Telephone: +33144594400

Internet address: <https://paris.tribunal-administratif.fr/>

Roles of this organisation:

Review organisation

Notice information

Notice identifier/version: f797b950-1476-4002-9a9f-ba78870a10e6 - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 16

Notice dispatch date: 26/01/2026 11:35:44 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 57792-2026

OJ S issue number: 18/2026

Publication date: 27/01/2026